



LE 4 DÉCEMBRE 2021 : Pas de cadeaux pour le gouvernement et le patronat !

Malgré la crise sanitaire et sociale, le gouvernement continue ses tentatives de divisions, multiplie les discours contradictoires auprès de la population et des salarié.e.s et poursuit sa politique d'austérité, notamment en fragilisant le financement de la Sécurité Sociale.

Le projet de loi sur le financement de la Sécurité Sociale 2022 (PLFSS) est en cours de débat. L'ONDAM (Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie) proposé pour l'Hôpital et le contenu du projet ne répondent pas aux défis ni aux enjeux que doit relever notre système de santé et de protection sociale pour faire face aux besoins de la population et à la nécessité d'améliorer les conditions salariales et de travail des professionnel.le.s de nos secteurs d'activité.

Le gouvernement et le patronat continuent d'asphyxier l'hôpital public et les établissements du sanitaire, du médico-social et du social, public comme privé. La dégradation des conditions de travail des professionnel.le.s est devenue insupportable et la prise en charge de la population est mise à mal.

Les salarié.e.s indispensables hier sont aujourd'hui mal payé.e.s, maltraité.e.s et jetables !

Depuis le début du mois d'août avec la loi « relative à la gestion de la crise sanitaire », le pass sanitaire s'impose. La CGT rappelle qu'elle s'oppose à ce que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salarié.e.s.

Pour la CGT, la vaccination représente un progrès considérable en termes de santé publique, mais elle s'oppose à toute sanction ou exclusion de salarié.e.s, considéré.e.s indispensables hier et jetables aujourd'hui !

Des fermetures de lits et de structures d'accueil en pleine crise sanitaire !

L'obligation vaccinale autoritaire, la pénibilité du travail, le manque d'attractivité et de reconnaissance de nos métiers dans la Santé et l'Action Sociale a comme conséquence le risque de rupture de la continuité des soins et du suivi social de la population dû à des manques d'effectifs dans un contexte déjà sinistré. L'Etat, le patronat et les directions d'établissements sont les seuls responsables de cette situation. Les fermetures d'établissements, de services et de lits s'accroissent, alors qu'il faut au contraire ouvrir des structures pour répondre aux besoins de la population et la préserver.

Le mépris envers les instances représentatives du personnel et un dialogue social aux abonnés absents !

Le gouvernement et le patronat réduisent nos conquises au travail, le rôle des instances représentatives du personnel est au point mort, alors que dans ce contexte lourd de conséquences pour la santé et la sécurité des salarié.e.s, il faudrait au contraire renforcer les missions du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail au sein des établissements.



NOUS EXIGEONS L'OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS SUR :

- 👉 **L'augmentation de nos salaires et l'extension des 183 € aux salarié.e.s exclu.e.s .**
- 👉 **La formation et l'embauche massive de professionnel.le.s**
- 👉 **L'arrêt des restructurations incessantes et délocalisations/suppressions de services et de lits.**
- 👉 **L'amélioration de nos conditions de travail.**
- 👉 **Un départ à la retraite à 60 ans et la reconnaissance de la pénibilité pour un départ anticipé de nos métiers.**
- 👉 **Aucune sanction, suspension ou licenciement en lien avec l'obligation vaccinale.**
- 👉 **Un financement de nos établissements, de la sécurité sociale et de la protection sociale à la hauteur des besoins.**

Toutes et tous ensemble le 4 décembre 2021

Professionnel.le.s et usagè.r.e.s dans les actions proposées par la CGT sur tout le territoire pour gagner des négociations sur la base de nos revendications !

Et à Paris devant le ministère des Solidarités et de la Santé !